



SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Email : sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Une République bancaire

A la veille du 14 octobre, jour de commémoration de la I^{ère} République déclaré férié, et à deux mois du 11 décembre, jour de commémoration de l'entrée en vigueur de la Constitution de la Quatrième République déclaré férié lui aussi, le SeFaFi constate un manque de volonté politique évident, de la part des dirigeants, pour la mise en place effective de cette IV^e République. Votée en 2010, la Constitution a dû attendre la proclamation des résultats des élections de 2013 et l'investiture des premiers élus en 2014 pour commencer à entrer en vigueur. Malgré ses imperfections, elle contient des éléments auxquels tiennent l'opposition et la société civile : une meilleure répartition des pouvoirs entre les différentes composantes de la République, une moindre suprématie de l'exécutif et du Président qui en est le chef, et le renforcement de la place et du rôle de l'opposition.

Des institutions tronquées

Dès son premier communiqué de 2014, le SeFaFi a appelé à la mise en place des institutions de la République **(1)**. Force est de constater, sept mois plus tard, que des trois composantes principales de l'Etat, seul l'exécutif est pleinement en place.

Au législatif, manque la Chambre haute, le Sénat, censée être plus réduite, plus sélective, plus technique et moins populiste que la Chambre basse, l'Assemblée nationale.

Une grande partie du judiciaire n'est toujours pas en place : la Haute cour constitutionnelle (HCC), composée de 9 membres, n'en compte que 3 dont le mandat n'est pas expiré depuis 2009 **(2)**. La Haute cour de justice (HCJ) est inexistante et la loi organique nécessaire à sa mise en place n'est toujours pas en vue. Seule la Cour suprême est installée, mais il est de notoriété publique que certaines chambres, telle la Cour des comptes, ne fonctionnent pas encore comme il le faudrait.

Par ailleurs, le mandat des élus communaux a expiré depuis trois ans, bien que la Constitution

impose que les dirigeants des collectivités territoriales décentralisées (CTD) soient élus par le peuple.

Outre ces organes de l'État, la Constitution prévoit la création d'institutions qui attendent, elles aussi, que soient votées les lois organiques nécessaires à leur mise en place. Citons le Haut conseil pour la défense de la démocratie et de l'État de droit, que la journée de la Démocratie a oublié et dont deux membres siègent à la HCJ (art. 43), le Haut conseil de la défense nationale (art. 56), le Conseil économique, social et culturel (art. 105), et, paradoxalement (car inclut dans les dispositions transitoires et au tout dernier article de la Constitution), le Conseil du *Fampihavanana* (Réconciliation malgache) (art. 168). Par contre, et contrairement à ce que l'on pourrait croire au vu des cérémonies officielles, ni la CENI-T (Commission électorale nationale indépendante de la Transition) ni la future CENI ne sont une institution de l'État, la Constitution n'en faisant aucune mention

(3)

Enfin, beaucoup se seraient battus, du moins verbalement, pour qu'un statut spécial soit réservé à l'opposition. Était-ce juste une revendication pour attaquer le Président précédent, ou l'expression d'un souci sincère d'améliorer la gouvernance de la République ? La société civile ne peut que s'étonner de l'inexistence de l'opposition aujourd'hui, alors que 46,5% des électeurs avaient voté contre l'actuel président, et que les principaux partis politiques de l'Assemblée nationale s'opposaient au Président élu le même jour que les députés. Cela trahit une lâcheté surprenante et un gâchis incompréhensible, la Constitution et le statut de l'opposition conférant à son chef des privilèges et des protections considérables (4).

L'inexistence aujourd'hui d'une opposition officielle montre bien qu'il ne s'agit pas seulement de voter les lois et de créer des institutions, mais de les animer de manière à ce qu'elles jouent pleinement leur rôle dans le cadre d'une République forte.

Que pouvons-nous en conclure ? La Transition et toute la souffrance qui en a résulté ont-elles été vaines ? Que le sacrifice de deux jours travaillés (un mardi et un jeudi) est un gaspillage total, voire une farce ? Le discours d'investiture du Président de la République, promettant la mise en place de l'État de droit, donnait-il une promesse vide de contenu réel ? L'attention semble plutôt tournée vers la consolidation du pouvoir du nouveau parti présidentiel HVM, après qu'il ait renié le MAPAR et la famille politique qui a permis son accession au pouvoir. Une consolidation qui pourrait se faire plus facilement s'il y avait une action concrète de mise en place des institutions.

Un exécutif défaillant

Le deuxième pilier de la sortie de crise consiste en la relance économique du pays. Là encore, la lenteur d'actions des nouveaux élus laisse incrédule. Le 25 septembre 2013, le SeFaFi avait publié un questionnaire évoquant dix thèmes à l'attention des candidats à l'élection présidentielle (5). Sur 41 candidatures, cinq (6) réponses ont été recueillies et publiées. Cette initiative avait pour but d'aider les électeurs à faire un choix sur la base des programmes proposés, indépendamment des personnalités concernées. Nous ne sommes pas naïfs, tant les mauvaises habitudes sont difficiles à changer, mais nous espérons un nouveau départ pour la IVe République, aussi imparfaite soit-elle.

Aujourd'hui, les Malgaches (et les chancelleries) constatent à quel point les élections ont souffert de l'absence de débats d'idée et de choix de programmes. Le document sur la PGE (Politique générale de l'État), concocté à la va-vite et à la légère, a témoigné du manque de sérieux de l'exécutif, seule composante de l'État entièrement installée ! A l'évidence, il est difficile de mettre en place un plan national de développement (PND), dont le contenu reste inconnu du grand public et sans doute aussi de l'« opposition » - qui pourtant devrait élaborer une politique alternative.

Ce PND, qui devrait être l'œuvre du parti majoritaire, aurait dû inspirer la PGE et toutes les politiques et stratégies sectorielles. Or la loi de finances pour 2015, qui doit être présentée au

parlement le troisième mardi du mois d'octobre **(7)**, soit le 21 octobre 2014, est la traduction budgétaire de cette politique et de ce plan. Aussi la société civile demande-t-elle la publication du budget de l'État avant ou en même temps que sa transmission au Parlement - ce qui se fait dans toutes les démocraties du monde.

Le renforcement de la double dépendance du Premier Ministre vis-à-vis du Président de la République et vis-à-vis du Parlement constitue une innovation de la IV^e République. Le système bicéphale français a été maintenu, selon lequel l'exécutif a deux têtes, le chef de l'État (Président) et le chef du gouvernement (Premier ministre), mais les articles 54 **(8)**, 99 **(9)** et 103 **(10)**

de la Constitution renforcent la responsabilité du Premier ministre devant l'Assemblée nationale. Le Président donne les grandes orientations et le Premier ministre met en œuvre le programme pour les réaliser, et il revient au Parlement d'approuver, de refuser ou de modifier ce programme, notamment par le vote du budget de l'État.

Mais le manque de vision présidentielle est maintenant devenu flagrant ; et comme le chef de gouvernement ne semble pas comprendre son rôle de coordination et d'arbitrage, les ministères agissent en électrons libres, associant des actions ponctuelles à l'élaboration de nouveaux textes de qualité suspecte - à l'instar des lois sur la décentralisation dénoncées par le SeFaFi **(11)** le mois dernier. Après une Transition qui a été une période d'État de non-droit total, la première action du gouvernement aurait dû consister à faire appliquer les textes tels qu'ils existent ; de ne procéder que dans un deuxième temps à des réformes identifiées dans le cadre du PND, en concertation avec les parties prenantes - dont la société civile ; enfin et surtout, d'en débattre de manière professionnelle au sein du Parlement. De toute manière, ces réformes n'auraient pas dû devancer la finalisation du PND. A l'inverse, il paraît aujourd'hui que le gouvernement ne gouverne pas, que la fin de la Transition ne soit pas évidente, et que les mauvaises pratiques qui se sont instaurées durant cette période continuent à polluer le climat politique et les espoirs de développement économique.

Sortir de l'inaction

Si le SeFaFi dénonce la situation actuelle, ce n'est ni pour s'ériger en opposition de facto ni pour le plaisir de dénoncer le pouvoir. Il s'exprime pour exiger mieux et dénoncer la médiocrité. Ainsi, la mise en place seulement partielle de la HCJ ou de la HCC serait une honte : quel message cette pratique envoie-t-elle à la jeunesse malgache sur le respect strict de la règle de droit ? La conséquence de l'inaction et du manque de courage politique est de donner au peuple malgache, qui ne le mérite pas, une République bancale. Il reste à voir si le PND inclut un calendrier pour la mise en place de toutes les institutions de la République, dont le président de la République est pourtant garant du « fonctionnement régulier et continu » (art. 45) et dont la promesse de mise en place de l'État de droit, qui commence avec le respect de la Constitution, avait été centrale à son discours d'investiture du 25 janvier 2014.

Sur le volet économique, l'action est toute aussi défailante : le désordre semble régner, laissant paraître une Primature incapable de faire son devoir premier qui est de « conduire la politique générale de l'État » (art. 65). Cette dernière est en effet un document d'apparence électorale, plein de promesses mais sans aucune méthodologie ni calendrier pour la mise en œuvre de ses promesses. Par contre, les ébauches de visions et de programmes d'actions gouvernementales, ainsi que la difficulté avec laquelle le PND semble prendre - ou pas prendre - forme, trahissent un manque de compétences inquiétant. Il est temps que le président de la République décide, et que le Premier ministre et les ministres gouvernent. Et le projet de loi de finances 2015, rendu public au plus vite, devra traduire ces deux grandes priorités en engagements budgétaires. Les citoyens attendent une communication sérieuse et crédible sur la mise en place de la IVe République et sur les politiques de développement orientant les programmes du gouvernement à venir. Ainsi, et à ces conditions seulement, seront honorés les deux jours de commémoration de la lère République malgache née en 1958, et de la IVe République payée par les sacrifices de la Transition.

(1) « Après les élections, mise en place des institutions et réconciliation », 11 février 2014.

(2) Quatre autres pourraient prêter serment prochainement, avec un retard considérable depuis leur désignation .

(3) L'article 5 précise par contre que l'organisation et la gestion de toutes les opérations électorales relèvent de la compétence d'une structure nationale indépendante.

(4) Voir les Articles 14 et 78 en particulier.

(5) « Si vous êtes élu(e) Président de la République », SeFaFi, 25 septembre 2013.

(6) Ont répondu au questionnaire : Andrianainarivelo Hajo, Andrianirina Fetison, Rabearison Rolland Dieudonné Vahömbey, Rabetsaroana Sylvain et Rajemison Rakotomaharo.

(7) La seconde session de l'Assemblée nationale « consacrée principalement à l'adoption de la loi de finances », commence « le troisième mardi d'octobre » (Constitution, art. 75).

(8) « Le Président de la République nomme le Premier ministre, présenté par le parti ou le groupe de partis majoritaire à l'Assemblée Nationale. Il met fin aux fonctions du Premier ministre, soit sur la présentation de celui-ci de la démission du Gouvernement, soit en cas de faute grave ou de défaillance manifeste ». En d'autres termes, le Président ne peut plus « remanier » à sa guise.

(9) Dans les 30 jours de sa nomination, le PM présente son programme de mise en œuvre de la PGE au Parlement. Si, en cours d'exécution, le gouvernement estime que des modifications fondamentales de ce programme s'avèrent nécessaires, le PM soumet lesdites modifications au Parlement.

(10) L'Assemblée nationale peut mettre en cause la responsabilité du gouvernement par le vote

d'une motion de censure par les 2/3 des membres de l'Assemblée.

(11) « Les lois sur la décentralisation, un nouveau gâchis », 11 septembre 2014.

SeFaFi

Antananarivo, 4 octobre 2014



SEHATRA FANARAHA-MASO NY FIAINAM-PIRENENA

SeFaFi

Observatoire de la Vie Publique

Lot TR 41 Ampahimanga, Ambohimambola 103

Email: sefafi@gmail.com Site Web : www.sefafi.mg

Repoblika bingobingo

Amin'izao an-katoky ny 14 oktobra izao, andro tsy iasana fa andraisankarama ho fahatsiarovana ny Repoblika 1^o, roa volana mialoha ny 11 desambra, andro ahatsiarovana ny nampiharana ny Lalàmpanorenan'ny Repoblika Fahefatra, natao koa andro tsy iasana nefa andraisankarama, dia hitan'ny SeFaFi miharihary fa tsy misy velively ny finiavana politika, avy amin'ny mpitondra, mba tena hampitombina tokoa an'io Repoblika faha IV io. Efa nolania tamin'ny 2010 ny Lalàmpanorenana nefa mbola nampiandrasina ny fanambarana ofisialy ny voka-pifidianana tamin'ny 2013 sy ny fametrahana amin'ny toerany ireo olom-boafidy voalohany tamin'ny 2014 vao natomboka ho manan-kery. Na eo aza ny tsininy dia mirakitra zavatra

ankafizin'ny mpanohitra sy ny fiarahamonimpirenena izy io : metimety kokoa ny fitsinjarana ny fahefana amin'ny mpiandraikitra samihafa ny Repoblika, mihena ny fahefan'ny mpanatanteraka sy ny Prezidà izay filohany, ary mihamahazo vahana ny toerana sy ny anjara asan'ny mpanohitra.

Rafi-panjakana bangabanga

Vao namoaka ny fanambarany voalohany ny SeFaFi tamin'ny 2014 dia efa nanainga ny amin'ny fananganana ny andrim-panjakan'ny Repoblika **(1)**. Inona anefa no teo fa fito volana aty aoriana dia vao ny tokana monja amin'ireo andrim-panjakana telo lehibe indrindra no mba tafapetraka tsara amin'ny toerany dia ny mpanatanteraka. Momba ny mpanao lalàna dia mbola banga ny Parlemanta ambony, ny antenimieran-doholona, izay tokony ho vitsy olona kokoa, voafantina kokoa, tekinka kokoa ary tsy mila sitraka amim-bahoaka kokoa noho ny Parlemanta ambony. Mbola ampahany lehibe amin'ny fahefana mpitsara koa tsy tafajoro : Ny Fitsarana Avo momba ny Lalàmpanorenana (HCC), izay tokony hisy mpikambana sivy nefa dia 3 fotsiny izao no ao ary mbola tsy tapitra foana ny fotoam-piasany izay nanomboka ny 2009

(2)

. Ny Fitsarana Manampahefana ambony (HCJ) dia tsy misy, ary ny lalàna fehizoro ilaina mba hananganana azy dia tsy mbola manangasanga akory hatramin'izao. Tsy misy tafajoro afa-tsy ny Fitsarana Tampony, nefa fanta-poko fanta-pirenena fa ny sampany sasany ao, toy ny fitsarana ny kaonty dia mbola tsy mandeha araka ny tokony ho izy. Etsy andanin'izany, efa telo taona izao no lany ny fe-potoana niasan'ny olom-boafidin'ny kaomina, ny Lalàmpanorenana anefa dia mandidy fa ny mpitondra ny vondrombahoakam- paritra itsinjaram-pahefana (CTD) dia tsy maintsy fidian'ny vahoaka.

Ankoatra an'ireny sampan-draharaham-Panjakana ireny, ny Lalàmpanorenana dia nanomana ny famoronana andrim-panjakana izay mbola miandry koa ny hifidianana ny lalàna fehizoro ilaina amin'ny fananganana azy. Anisan'izany ny Filankevitra Ambony Miaro ny demokrasia sy

ny Fanjakana tandalàna izay hadinon'ny andron'ny Demokrasia, ary misy mpikambana roa avy ao voafidy ho ao amin'ny HCJ (and. 43), ny Filankevitra Ambony momba ny fiarovam-pirenena (and. 56), ny Filankevitra ara-toekarena, ara-tsosialy ary arakolontsaina (and.105), ary mifanipaka amin'izany (satria miditra any amin'ny fepetra tetezamita ary ao amin'ny andininy farany indrindra amin'ny Lalàmpanorenana), ny Filankevitry ny Fampihavanana malagasy (and.168). Mifanohitra amin'izany, tsy arakaraka ny fahitana azy mandritra ny lanonana ofisialy, na ny CENI-T (Komitim-pirenena mahaleo tenan'ny Tetezamita momba ny fifidianana), na ny CENI mbola ho avy dia samy tsy andrim-Panjakana noho izy ireo samy tsy voaresaky ny Lalàmpanorenana **(3)** na kely aza.

Ary farany, maro be no tsy maintsy ho niady, na dia am-bava fotsiny aza, ny mba hanomezana sata manokana ny fanoherana. Moa ve fitakiana natao fotsiny hamelezana ilay Filoha teo aloha io, sa kosa tena fiahiana madio ny hanatsarana ny fitondrana ny Repoblika ? Gaga fotsiny ny fiarahamonim-pirenena noho tsy fisian'ny fanoherana amin'izao fotoana izao, nefa ny 46,5%-n'ny mpifidy dia tsy nandatsa-bato ho an'ny filoha ankehitriny, ary ireo antoko politika lohandohany ao amin'ny Antenimieram-pirenena dia nanohitra ny Prezidà voafidy niaraka tamin'ny solombavambahoaka io andro io ihany. Hakanosana mahavaky vava sy fanimban-javatra tsy azo veroka mihitsy no abaribarin'izany, satria ny Lalàmpanorenana dia manome tombontsoa sy fiarovana be dia be ny filohan'ny mpanohitra **(4)**. Ny tsy fisian'ny fanoherana ofisialy ankehitriny dia mampiseho tsara fa tsy ampy fotsiny ny mandany lalàna sy ny manangana andrimpanjakana, fa ilaina indrindra ny manome aina an'izy ireny mba hahafahany manatontosa tanteraka ny andraikiny eo anivon'ny Repoblika matanjaka.

Inona no azontsika tsoahina amin'izany ? Dia ho very maina ve izany ny Tetezamita sy ny fahoriana rehetra nampitondrainy ? Tsy fandanilaniam-poana tanteraka ve, na fandrebirebena mihitsy aza, ny manao sorona ny andro roa tokony hiasana (talata sy alakamisy) ? Ny kabarin'ny Filohan'ny Repoblika, fony izy napetraka tamin'ny toerany, izay nampanantenany fananganana Fanjakana tan-dalàna ve izany dia ho fampanantenana poak'aty fotsiny tsy misy votoatiny mivaingana ? Ny fanamafisana ny fahefan'ny HVM, ilay antoko vaovaon'ny filoha indray no toa misarika ny saina satria niendaka tamin'ny MAPAR sy ny fianakaviana politika nahafahany nibata ny fahefana izy. Ho mora kokoa ny nanatontosa io fanamafisana io raha toa ka nisy asa mivaingana natao hametrahana ny andrim-panjakana tamin'ny toerany.

Mpanatanteraka saozanina

Ny fototra faharoa hivoahana amin'ny krizy dia ny fanondrotana ny toekarem-pirenena. Eto koa dia mbola mahavariana ny filantolanton'ny fiasan'ireto olom-boafidy vaovao. Ny 25 septambra 2013 ny SeFaFi dia namoaka andiam-panontaniana nandrosoany lohahevitra folo ho an'ireo kandida ho filoha **(5)**.

Tamin'ireo 41 nilatsaka hofidiana dia nisy valinteny dimy **(6)** voaray ary navoaka hovakiana. Ny nokendrena tamin'izany dia ny hanampy ny mpifidy mba hifidy ny olona arakaraka ny fandaharana asa atolony fa tsy arakaraka ilay olona milatsaka fotsiny. Tsy tsotra ben'Andriamanitra akory izahay ka tsy hahalala fa tena sarotra ny manova ny fahazaran-dratsy saingy nanantena ainga vao izahay ho an'ny Repoblika faha IV na tsy tonga lafatra toa inona aza izy.

Ankehitriny ny Malagasy (sy ny masoivohom-pirenena vahiny) dia samy mahita fa tena nanimba ny fifidianana mihitsy ny tsy fahampian'ny fampiadiana hevitra sy ny fisafidianana fandaharana asa. Ny antontan-kevitra momba ny PGE (Politika Ankapoben'ny Fanjakana), izay nokononkononina haingana sy natao zara fa vita, dia mampibaribary fa manao kitoatoa ny mpanatanteraka, ilay andrim-panjakana hany mba tafapetraka tanteraka amin'ny toerany! Miharihary fa sarotra ny manangana Drafy-Pirenena ho an'ny Fampandrosoana (PND) satria izay votoatiny dia tsy misy mahalala azy na ny ankamaroan'ny olona na ny « mpanohitra » koa aza angamba - nefa ireto farany no tokony hamolavola politika iray hatao fanolo. Io PND izay tokony ho novolavolain'ny antokon'ny maro an'isa io dia tokony ho fanovozan-kevitra ho an'ny PGE sy ny politika ary ny tetikadin'ny sampan-draharaha rehetra. Ny lalànan'ny tetibolan'ny taona 2015 anefa dia ny dikan'io politika sy drafitra io eo amin'ny lafiny toebola, ary tsy maintsy hatolotra ny antenimiera ny talata fahatelon'ny volana oktobra **(7)** izy, izany hoe ny 21 oktobra

2014. Izany no mahatonga ny fiarahamonim-pirenena hangataka ny hamoahana ny toebolam-Pirenena mialoha na miaraka amin'ny fandefasana azy any amin'ny antenimiera – izany no fanao any amin'ny demokrasia rehetra eran-tany.

Anisan'ny fanavaozana nentin'ny Repoblika faha IV ny fanamafisana ilay Praiministra sady miankina amin'ny Filohan'ny Repoblika no miankina amin'ny Antenimiera. Mbola notazomina ihany ilay rafitra frantsay misy loha anankiroa, manana loha roa ny mpanatanteraka dia ny filoham-Pirenena (Prezidà) ary ny filoham-Panjakana (Praiministra), fa ny andininy 54 **(8)**, 99 **(9)**

)
sy 103

(10)

) ao amin'ny Lalàmpanorenana dia manamafy ny andraikity ny Praiministra eo anatrehan'ny Antenimiera. Ny Prezidà no manoritra ny asa ankapobeny tsy maintsy atao, ny Praiministra no manamboatra ny fandaharana asa hanatanterahana izany ary anjaran'ny Antenimiera ny mankatoa na mandà na manitsy io fandaharana asa io, indrindra ny mikasika ny toebolam-panjakana.

Miharihary anefa ankehitriny fa tsy tsinjon'ny Filoha loatra ny lalan-kizorana ; ary noho ny filohan'ny governemanta ohatra ny tsy mahatakatra ny maha mpandrindra sy mpitsara azy, dia samy manao izay saim-pantany ny ministera isanisany, mifangaro voraka amin'izany ny asa mandalo ihany sy ny famoronana lalàna vaovao tsy dia azo antoka loatra – toy ny lalàna momba ny fitsinjarampahefana izay nokianin'ny SeFaFi **(11)** tamin'ny volana ambony. Taorian'ny Tetezamita izay fotoan'ny Fanjakana tena tsy ara-dalàna tanteraka, ny asa voalohany tokony ho nosahanin'ny governemanta dia ny nampihatra ny lalàna izay nisy ; aorian'izay vao mitodika any amin'ny fanavaozana nolazain'ny PND, ary mikaon-doha miaraka amin'ny olona voakasik'izany - anisan'izany ny fiarahamonim-pirenena ; farany, ary indrindra indrindra, miady hevitra ny amin'izany eo anivon'ny Antenimiera araka ny fanaon'ny olona manana traikefa. Na izany na tsy izany dia tsy tokony ho natao mihitsy ireny fanavaozana ireny raha tsy tomombana ny PND. Tsy izany anefa fa ohatra ny tsy mitondra ny governemanta ankehitriny, mbola tsy miharihary fa nifarana ny tetezamita ary ny fomba ratsy nahazo laka tamin'izany fotoana izany dia mbola mandoto foana ny rivotra politika sy ny fanantenana hahita fandrosoana ara-toekarena.

Miala amin'ny fidonanam-poana

Raha mitsikera ny zava-misy ankehitriny ny SeFaFi tsy hoe akory mijoro ho mpanohitra na faly hanameloka ny fitondrana. Miteny izy mba hitaky ny tsaratsara kokoa ary hanameloka ny tsy ambony tsy ambany ohatra ny lohalik'alika.

Araka izany tokony ho henatra ny tsy fametrahana amin'ny toerany afa-tsy ny ampahany amin'ny HCJ na ny HCC : inona moa no hafatra apetraky ny fanao toy izany amin'ny tanora malagasy momba ny fanajana hentitra ny lalàna ? Ny vokatry ny fidonanam-poana sy ny hakanosana politika dia ny manolotra ho an'ny vahoaka malagasy Repoblika bingobingo tsy mendrika azy. Ny azo atao sisa dia ny mijery raha tafiditra ao amin'ny PND ny tetiandron'ny fametrahana amin'ny toerany ny andrim-panjakan'ny Repoblika rehetra, ny filohan'ny Repoblika mantsy no miantoka ny « fampandehanana azy am-pilaminana sy tsy an-kiato » (and.45) ary fampanantenana nataony ny hametraka Fanjakana tan-dalàna izay atomboka amin'ny fanajana ny Lalàmpanorenana, izany moa no fotokevitra ny kabarin'ny fony izy napetraka tamin'ny toerany ny 25 janoary 2014.

Eo amin'ny lafiny ara-toekarena dia mangozohozo toy izany koa ny asa atao : toa manjaka ny savoritaka, dia hita taratra fa tsy vitan'ny fiadidiana ny Praministra ny andraikiny voalohany dia ny « mitantana ny politika ankapoben'ny Fanjakana » (and.65). Ity farany ity moa dia antontan-kevitra miendrika kabarim-pifidianana, feno fampanantenana saingy tsy ahitana na kely aza fandaminana na tetiandro ho fanatanterahana azy. Ireo soritsoritra ny vinavina sy fandaharana asan'ny governemanta indray, miampy ny fahasahiranana manoloana ny fanatanterahana - na tsy fanatanterahana - ny PND dia mainka koa mampiseho olona mikaviavia mampatahotra. Tokony handray fanapahan-kevitra amin'izay izao ny filohan'ny Repoblika ary tokony hitondra amin'izay ny praministra sy ny ministra. Ilay tolo-dalàna momba

ny toe-bola 2015 dia avoaka faran'izay haingana indrindra ho fanta-bahoaka, ary tsy maintsy mampifandanja ny vola holaniana aminy sy ireo laharam-pahamehana lehibe roa ireo. Ny vahoaka dia miandry filazana matotra sy azo antoka momba ny fametrahana ny Repoblika faha IV sy ny politikan'ny fampandrosoana izay mibaiko ny fandaharana asan'ny governemanta amin'ny manaraka. Amin' izay, ary rehefa mahafeno ireo fepetra ireo ihany, dia hisy dikany ireo andro roa hahatsiarovana ny Repoblika malagasy voalohany teraka tamin'ny 1958, sy ny Repoblika Fahefatra novidiana tamin'ny fihafiana nandritra ny Tetezamita.

(1) « Aorian'ny fifidianana, fananganana ny andrim-panjakana sy fampihavanana », 11 fevrie 2014.

(2) Misy 4 hafa hanao fianianana atsy ho atsy, ela be taty aorian'ny fotoana nanendrena azy.

(3) Ny andininy faha-5 dia manamafy kosa fa ny fandaminana sy ny fitantanana ny atao rehetra mandritra ny fifidianana dia ankinina amin'ny fahefan'ny rafi-pirenena mahaleo tena.

(4) Jereo manokana ny andininy 14 sy 78.

(5) « Raha lany ho Filohan'ny Repoblika ianao », SeFaFi, 25 septambra 2013.

(6) Ny namaly ny fanontaniana : Andrianainarivelo Hajo, Andrianirina Fetison, Rabearison Rolland Dieudonné Vahömbey, Rabetsaroana Sylvain sy Rajemison Rakotomaharo.

(7) Ny fivoriana ara-potoana faharoan'ny Antenimieram-pirenena « natokana indrindra handaniana ny lalànan'ny tetibola », dia manomboka « ny talata fahatelo amin'ny volana oktobra » (Lalàmpanorenana, and. 75).

(8) « Ny Filohan'ny Repoblika no manendry ny Praiministra izay atolotry ny antoko na ny vondron'antoko maro an'isa ao amin'ny Antenimiera. Izy no mampitsahatra ny Praiministra amin'ny asany, na rehefa ity farany no manolotra aminy ny fametraham-pialan'ny Governemanta, na misy hadisoana bevava natao, na tsy fahombiazana miharihary » (Raha lazaina amin'ny fiteny hafa dia hoe tsy afaka « manova » araka ny nahim-pony intsony ny Filoha).

(9) Ao anatin'ny 30 andro manaraka ny nanendrena azy ny Praiministra dia manolotra ny fandaharana ny fampiharana ny PGE ao amin'ny Antenimiera. Raha ohatra mandritra ny fanatontosana azy ka hitan'ny Governemanta fa misy fanovana fototra tsy maintsy atao amin'io fandaharana io, dia entin'ny Praiministra hodinihin'ny Antenimiera izany fanovana izany.

(10) Azon'ny Antenimiera atao ny manondro ny Governemanta ho tompon'andraikitra amin'ny alalan'ny fifidianana fitsipaham-pitokisana nolanian'ny 2/3-n'ny mpikambana ao amin'ny Antenimiera.

(11) « Ny lalàna momba ny fanapariaham-pahefana, fanimbana hafa indray », 11 septambra 2014.

SeFaFi

Antananarivo, 4 oktobra 2014

Call Send SMS Add to Skype You'll need Skype CreditFree via Skype